



Contacts Ifop

Frédéric DABI

Directeur Général Opinion Groupe Ifop
frederic.dabi@ifop.com

Marie-Agathe DEFFAIN

Chargée d'études sénior – Expertise Société
marie-agathe.deffain@ifop.com



Institut de
l'ENTREPRISE

La culture économique des Français : niveau d'intérêt, connaissances et acteurs de confiance pour assurer l'avenir économique de la France

Septembre 2026



01

La méthodologie

02

Les résultats de l'étude

- A. Le niveau d'intérêt et d'aisance à l'égard des questions économiques**
- B. Les repères des Français sur la situation économique de la France**
 - 1. La France dans le monde
 - 2. L'état des finances publiques
 - 3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable
 - 4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie
- C. Acteurs et leviers pour stimuler l'économie française**

03

Les principaux enseignements



01

La méthodologie

Méthodologie

Échantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 000** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

Méthodologie

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du **24 au 26 juin 2026**.

Précision relative aux marges d'erreur

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES						
Taille d'échantillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **3000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,1**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,9% et 11,1%.

POUR CITER CETTE ÉTUDE , IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour l'Institut de l'Entreprise réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 26 juin 2026 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. »

Aides à la lecture

Les différences significatives

+ - XX% / XX% : le résultat apparaît en **rouge** lorsqu'il est significativement inférieur à la moyenne, en **vert** lorsqu'il est significativement supérieur à la moyenne. Les différences significatives sont indiquées au seuil de confiance de 95%. En d'autres termes, il y a 95% de chances que l'écart constaté ne soit pas dû au hasard mais à une réelle différence de perception.

NB : Par convention, quel que soit le sens « qualitatif » de l'écart, la couleur verte marque systématiquement un résultat supérieur à la moyenne de l'échantillon et la couleur rouge un résultat inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les comparatifs

< / > : La comparaison avec 2017 porte uniquement sur les questions reprises à l'identique et donc jugées comparables. Les écarts signalés comme significatifs indiquent des différences suffisamment nettes pour qu'elles soient peu susceptibles d'être dues au hasard de l'échantillonnage et qu'elles traduisent vraisemblablement une différence réelle d'attitude ou de comportement entre les deux mesures.

Ces écarts doivent toutefois être interprétés avec prudence : seules quelques questions ayant été reprises, ces dernières ne s'inscrivent par conséquent pas dans un dispositif d'enquête strictement identique à celui de 2017.

Rappel de la méthodologie du comparatif

Etude Ifop-Fiducial pour la Fondation Concorde, menée auprès d'un échantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 10 octobre 2017, selon la méthode des quotas.



02

Les résultats de l'étude

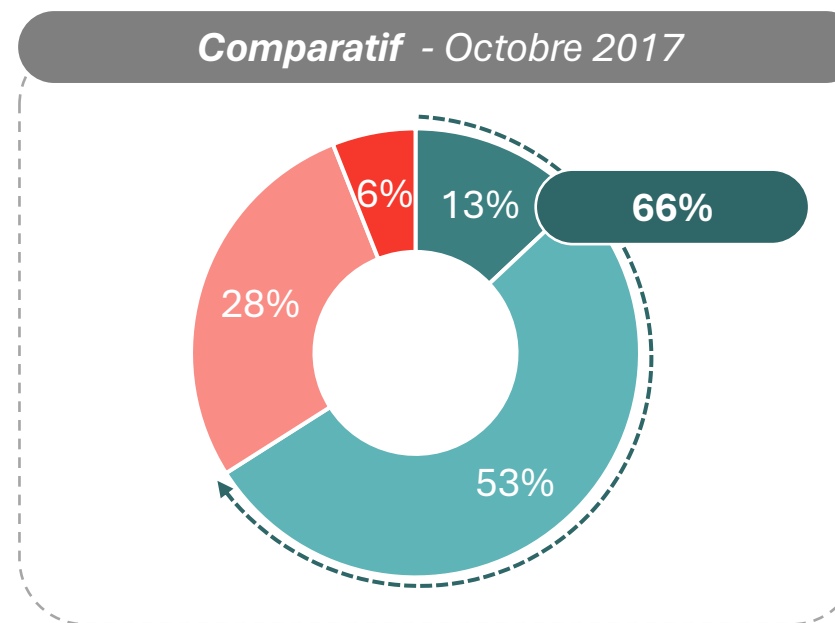
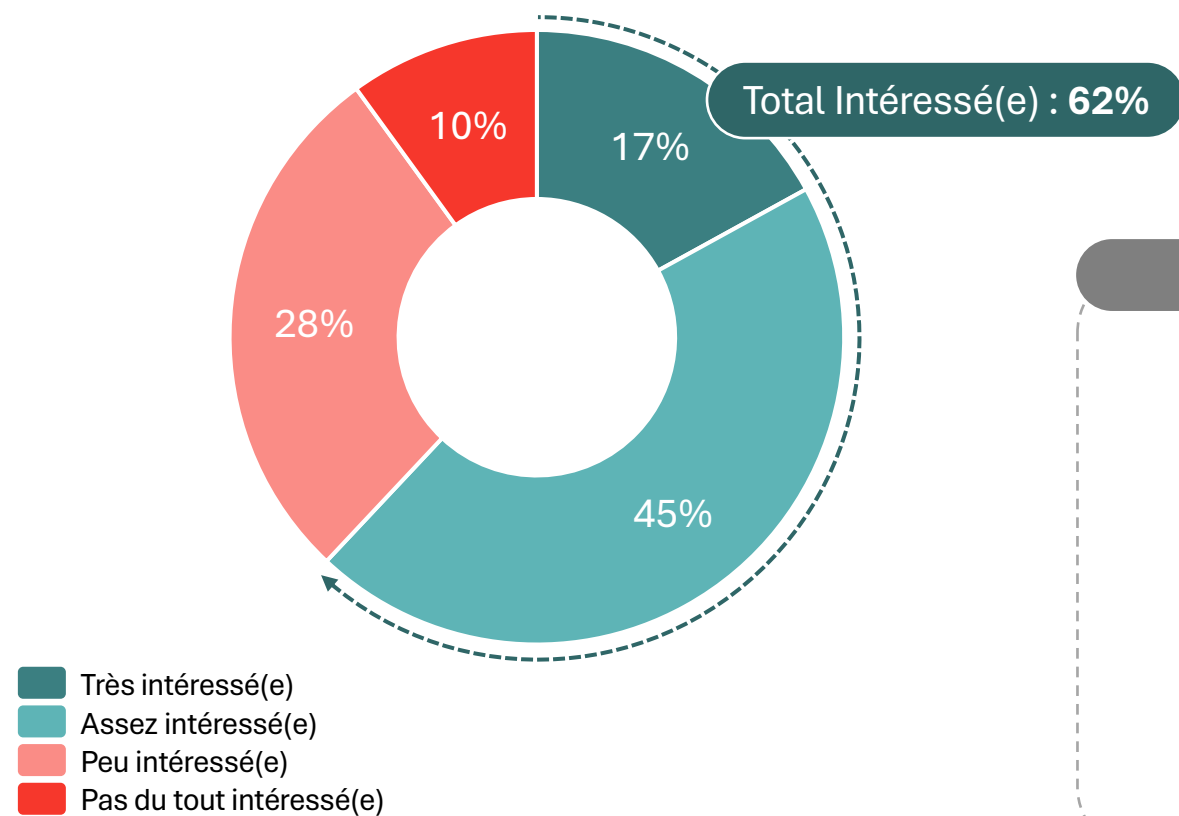
A photograph of a person wearing a yellow knit sweater, holding a smartphone and interacting with the screen. The background is a blurred indoor setting, possibly a cafe, with other people and a vase of dried flowers visible. The image is partially covered by a red circular graphic on the left and a white circular graphic on the right.

A

Le niveau d'intérêt et
d'aisance à l'égard des
questions économiques

L'intérêt pour les questions économiques

Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?*



L'intérêt pour les questions économiques

– Focus selon le profil sociodémographique



Zoom

Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?*

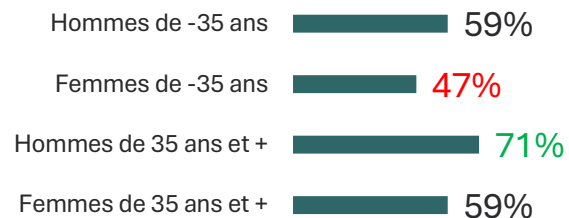
Qui sont les Français qui déclarent être intéressés par les questions économiques ?

(Ensemble : 62%)

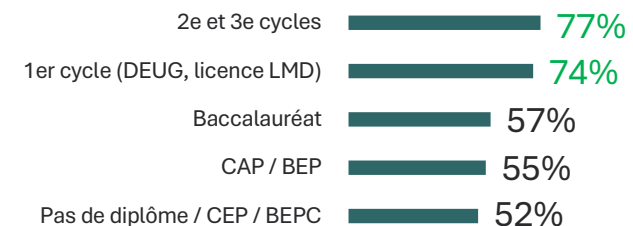
Par genre



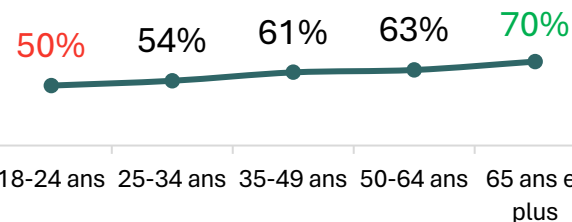
Par sexe x âge



Par niveau de diplôme



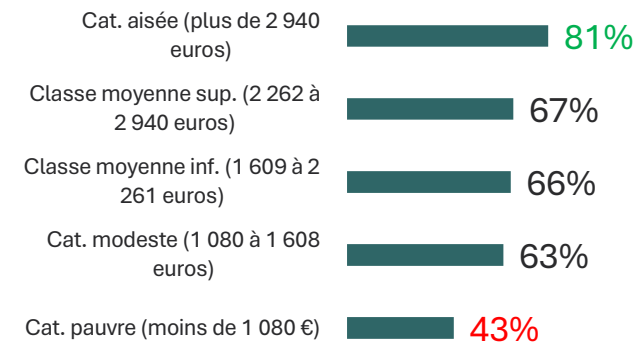
Par âge



Par CSP

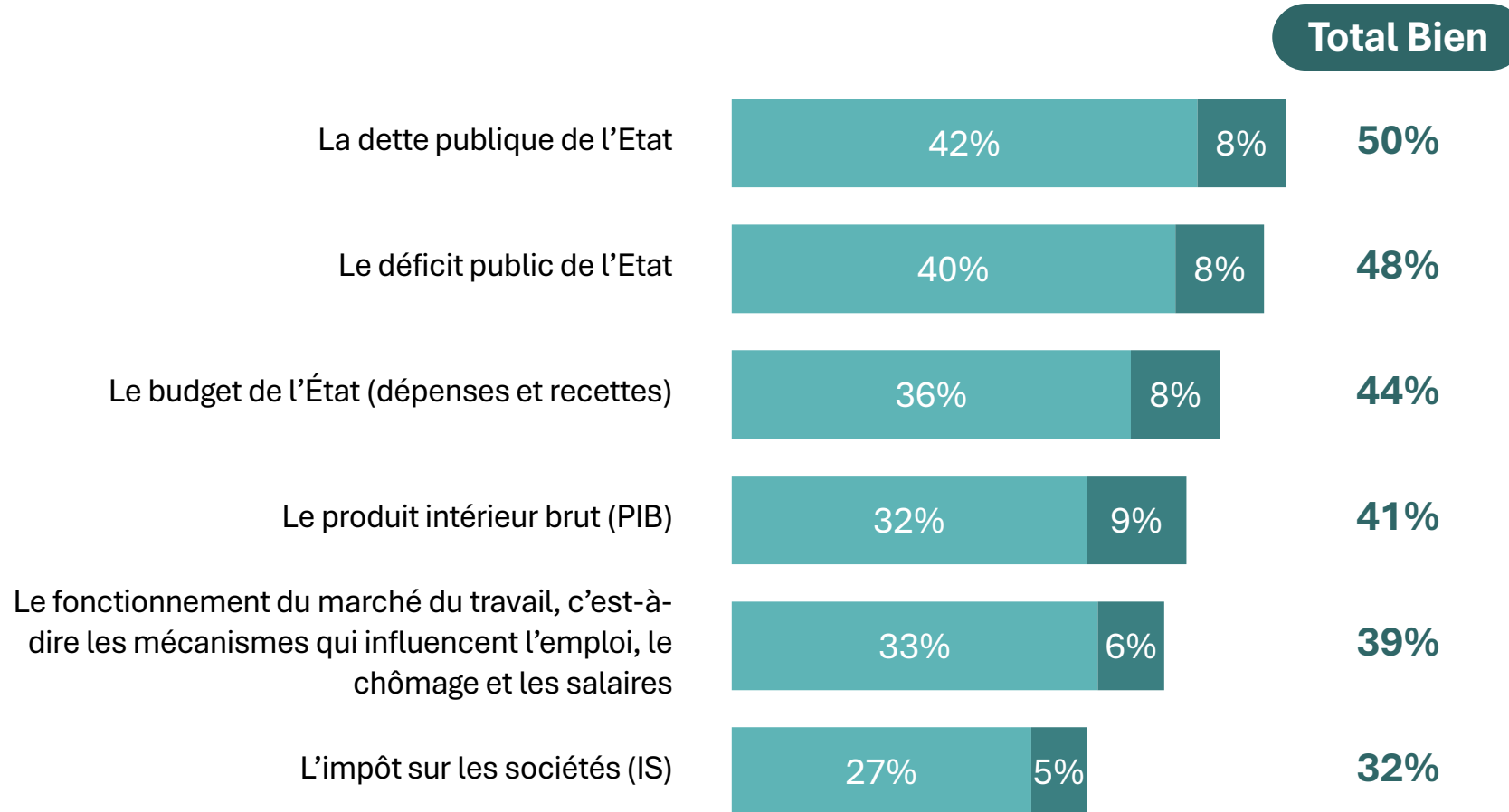


Par niveau de vie



L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques

Questions : Diriez-vous que vous connaissez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal chacune des notions suivantes relatives à l'économie ?



67%

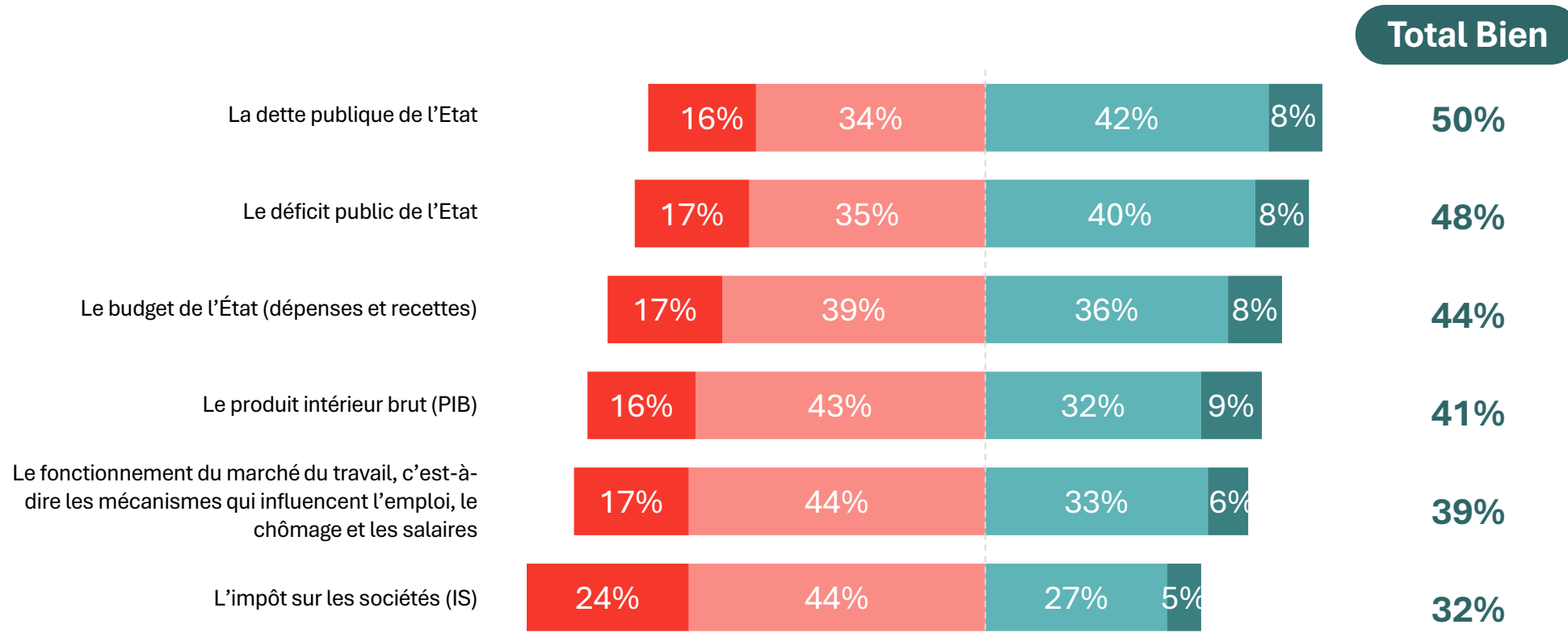
des Français estiment avoir une très bonne ou plutôt bonne connaissance d'au moins un de ces sujets

 **Très bien** (vous pourriez l'expliquer clairement et en détail à quelqu'un)

 **Plutôt bien** (vous en avez une bonne idée générale, même si vous ne maîtrisez pas tous les détails)

L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques - *Détail*

Questions : Diriez-vous que vous connaissez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal chacune des notions suivantes relatives à l'économie ?



- Très bien** (vous pourriez l'expliquer clairement et en détail à quelqu'un)
- Plutôt bien** (vous en avez une bonne idée générale, même si vous ne maîtrisez pas tous les détails)
- Plutôt mal** (vous en avez une idée vague et vous auriez du mal à l'expliquer)
- Très mal** (vous ne connaissez pas ou quasiment pas cette notion)



L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques – Focus selon le profil sociodémographique (1/2)



Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?

Qui sont les Français qui déclarent avoir une très bonne ou plutôt bonne connaissance de chacun de ces sujets ?

La dette publique de l'Etat

(Ensemble : 50%)

Le déficit public de l'Etat

(Ensemble : 48%)

Le budget de l'Etat (dépenses et recettes)

(Ensemble : 44%)

Le produit intérieur brut (PIB)

(Ensemble : 41%)

Le fonctionnement du marché du travail

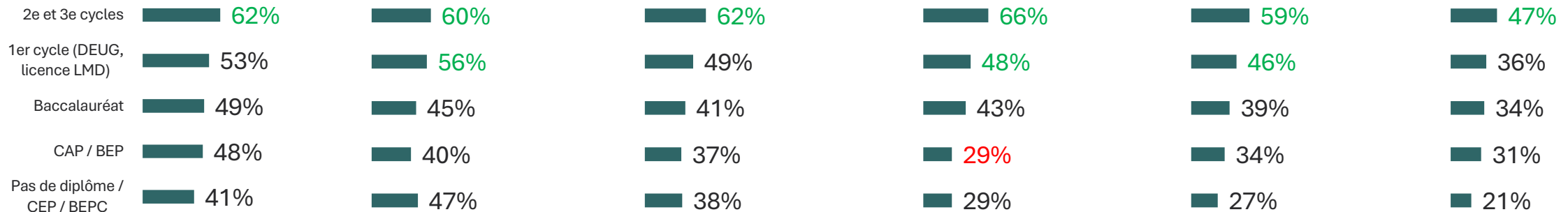
(Ensemble : 39%)

L'impôt sur les sociétés (IS)

(Ensemble : 32%)



Par sexe



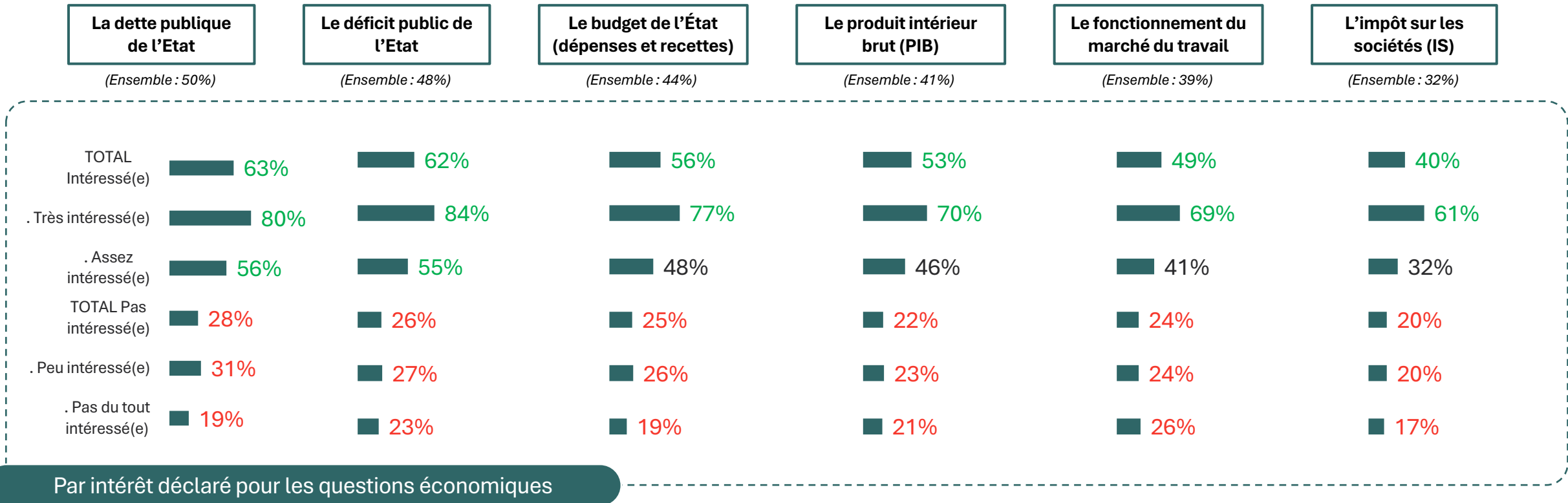
Par niveau de diplôme

L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques – Focus selon le profil sociodémographique (2/2)



Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?

Qui sont les Français qui déclarent avoir une très ou plutôt bonne connaissance de chacun de ces sujets ?



The background features a complex financial visualization. It includes a red line graph at the top left, a blue line graph with circular markers in the center, and a bar chart with teal bars at the bottom. Various numerical values are scattered across the image, such as 63.772, 26.417, 44.870, 69.928, 31.012, 70.111, and 20.556. A large white semi-circle on the right side contains the title and logo.

B

Les repères des Français
sur la situation économique
de la France

Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. La France dans le monde

2. L'état des finances publiques

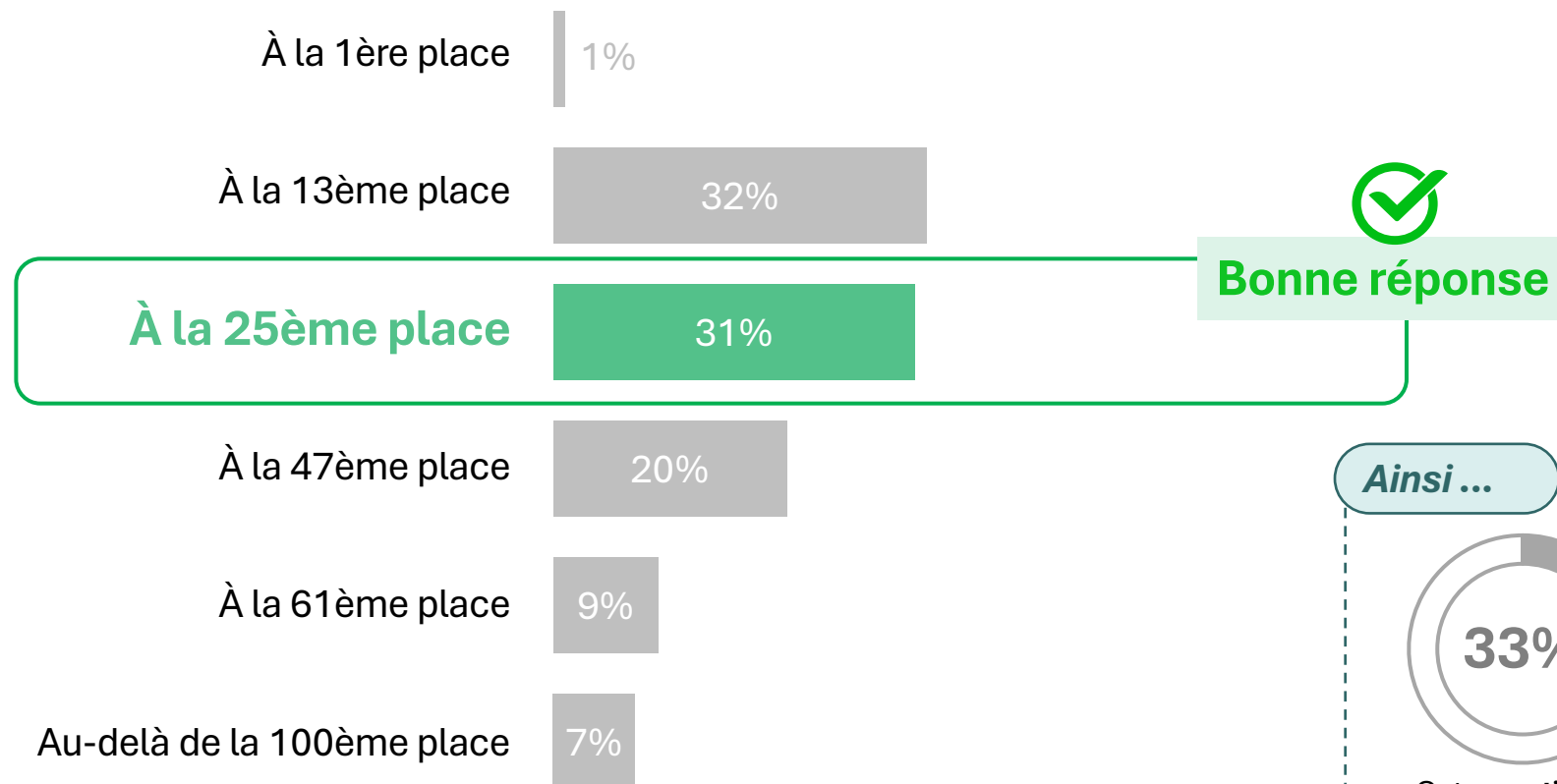
3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable

4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

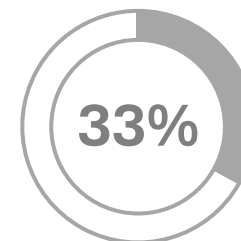
Le rang supposé de la France en matière de PIB par habitant

Question : Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est un indicateur qui mesure la richesse produite dans un pays, sur une période donnée, et divisée par le nombre d'habitants de ce pays. Il permet de comparer les pays entre eux et d'établir un classement selon le niveau moyen de richesse produite par habitant (du plus élevé au moins élevé).

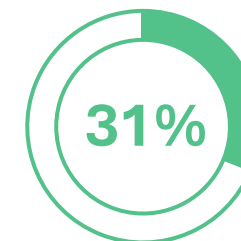
D'après vous, à quelle place du classement mondial se situe aujourd'hui la France au regard du PIB par habitant ? (La 1ère place correspond ici au pays avec la richesse la plus élevée par habitant).



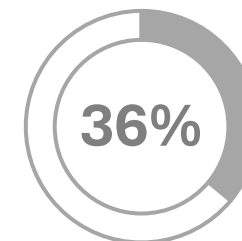
Ainsi ...



Ont **surestimé** le rang de la France



L'ont **correctement** estimé



L'ont **sous-estimé**



Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. La France dans le monde

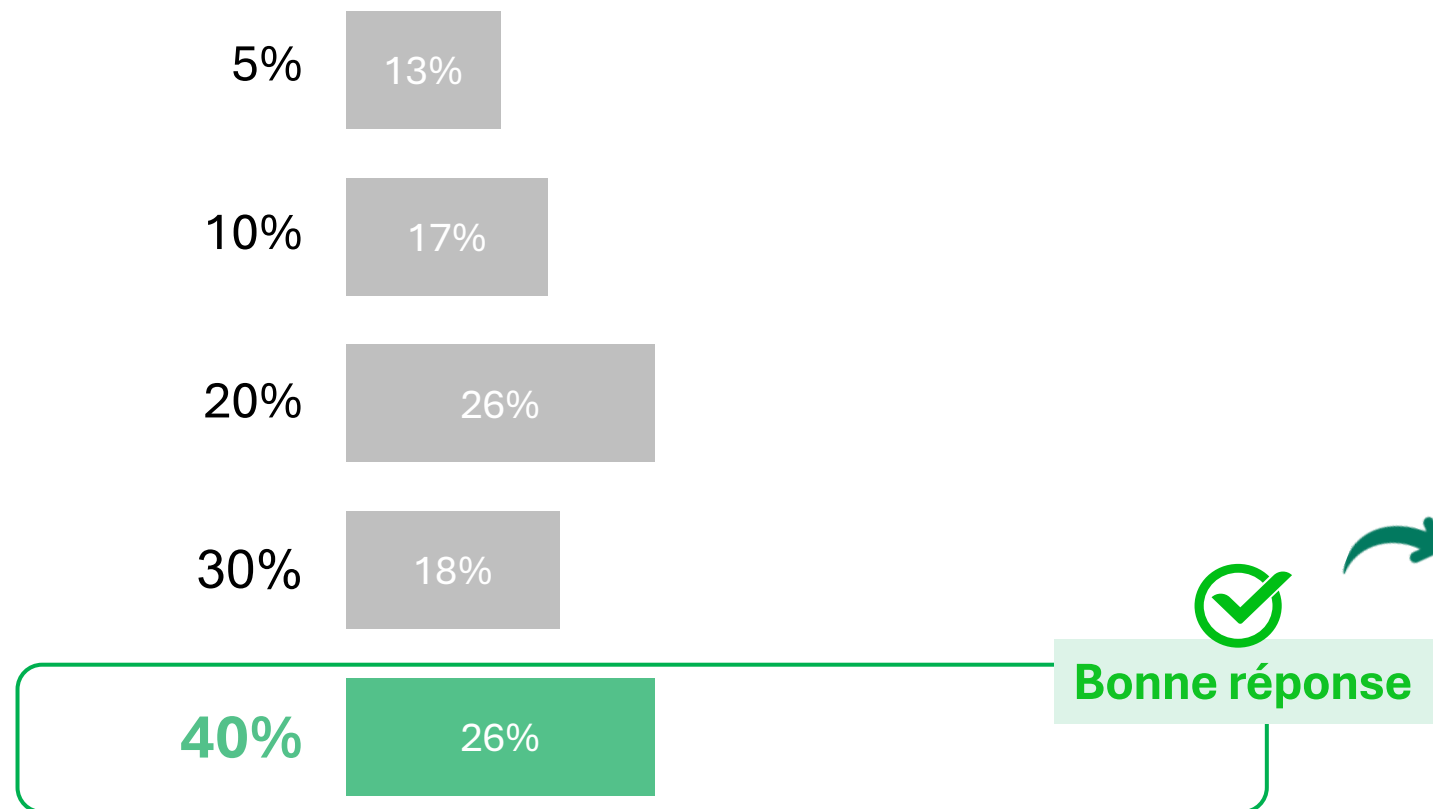
2. L'état des finances publiques

3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable

4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

La connaissance du montant du déficit de l'État en 2026

Question : On parle de déficit de l'État lorsque les dépenses de l'État sont supérieures aux recettes de l'État. Dans ce cas, l'État dépense trop par rapport à ce qu'il obtient. Selon vous, en 2026, combien représente le déficit de l'État par rapport à ses recettes, c'est-à-dire la part des dépenses en trop par rapport à ses recettes (ce dont il dispose) ?

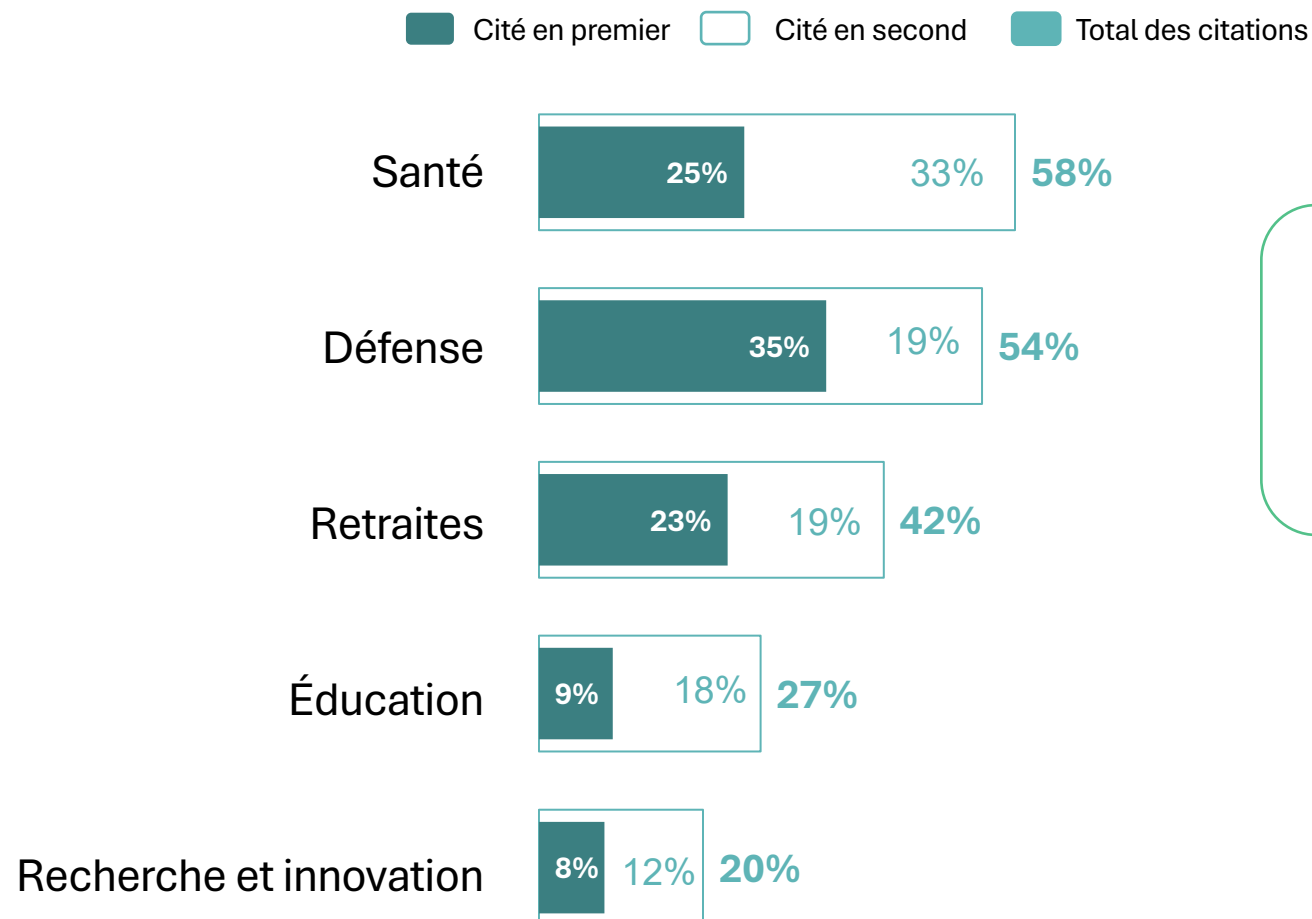


Citée davantage par ...

Les hab. d'une com. Rurale	33%
Les électeurs RN	39%
Les femmes	31%

La connaissance des deux principaux postes de dépenses de l'État

Question : D'après vous, quels sont, parmi les postes suivants, ceux qui représentent les dépenses les plus importantes pour l'État ? En premier ? Et en second ?



Bonne réponse

22%

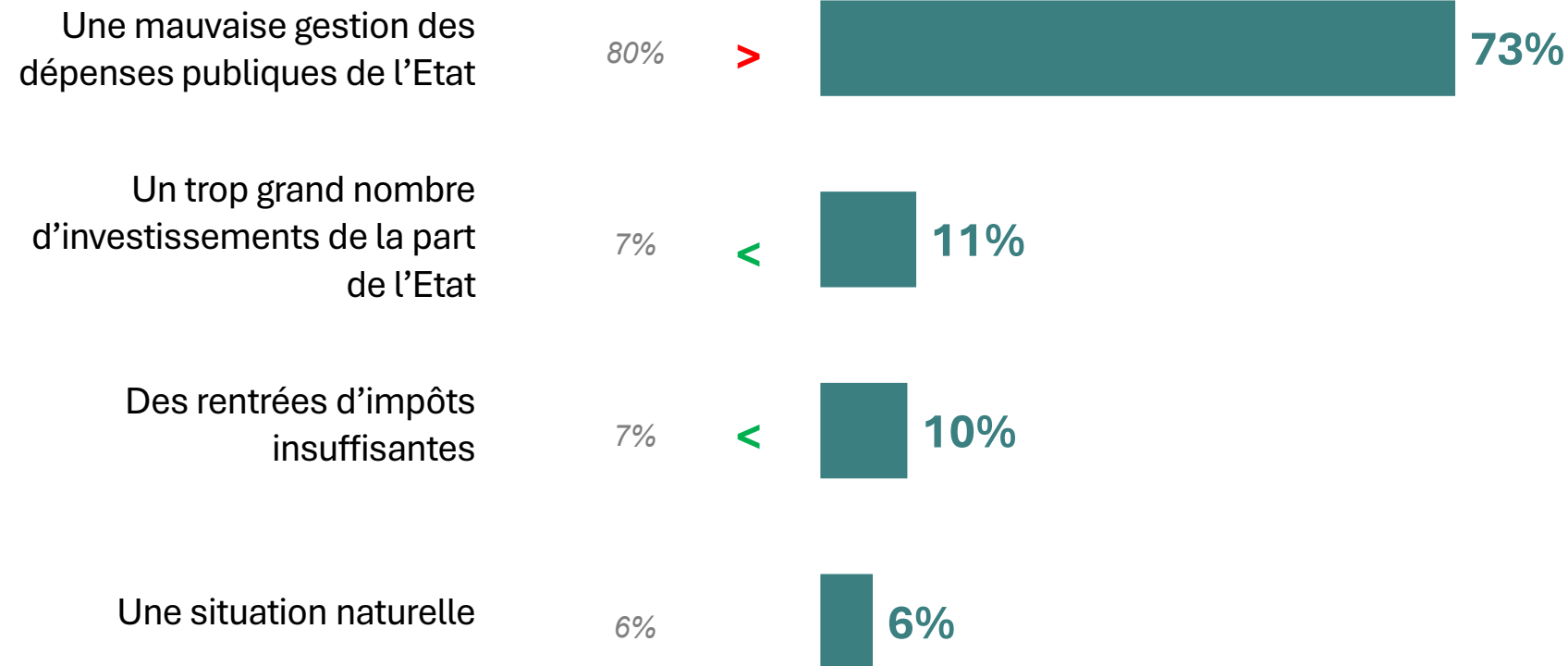
Ont correctement cité **les retraites** et **la santé** comme les deux postes de dépenses les plus importants de l'Etat



L'évaluation des causes du déficit public annuel

Question : D'après vous, à quoi sont dus les 5% de déficit public annuel de la France ?*

Comparatif - Oct. 2017



L'évaluation des causes du déficit public annuel

– Focus selon le profil sociodémographique



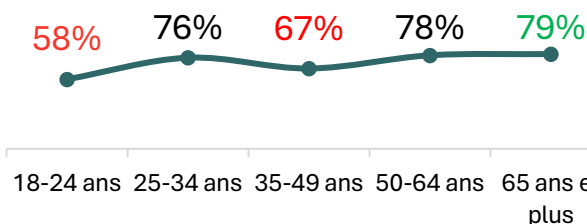
Zoom

Question : D'après-vous, à quoi sont dus les 5% de déficit public annuel de la France ?*

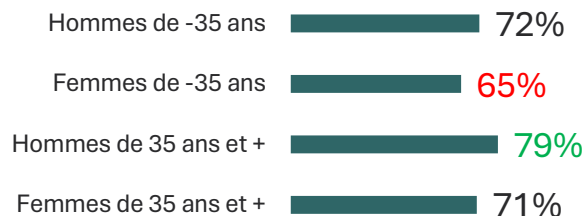
Qui sont les Français qui ont mentionné « la mauvaise gestion des dépenses publiques de l'Etat » ?

(Ensemble : 73%)

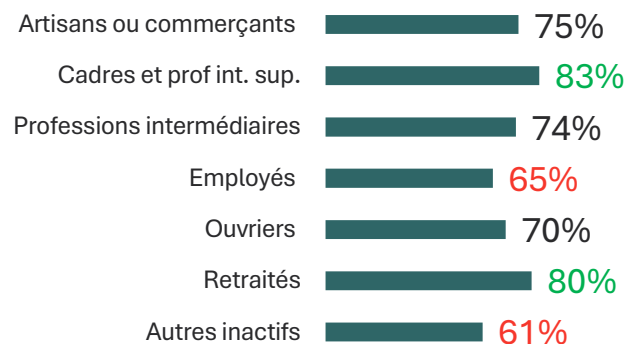
Par âge



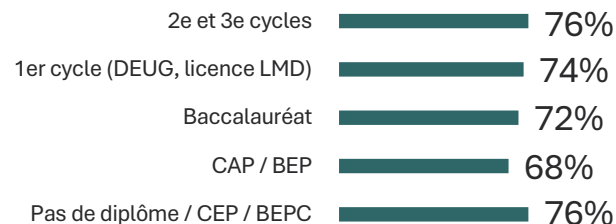
Par sexe x âge



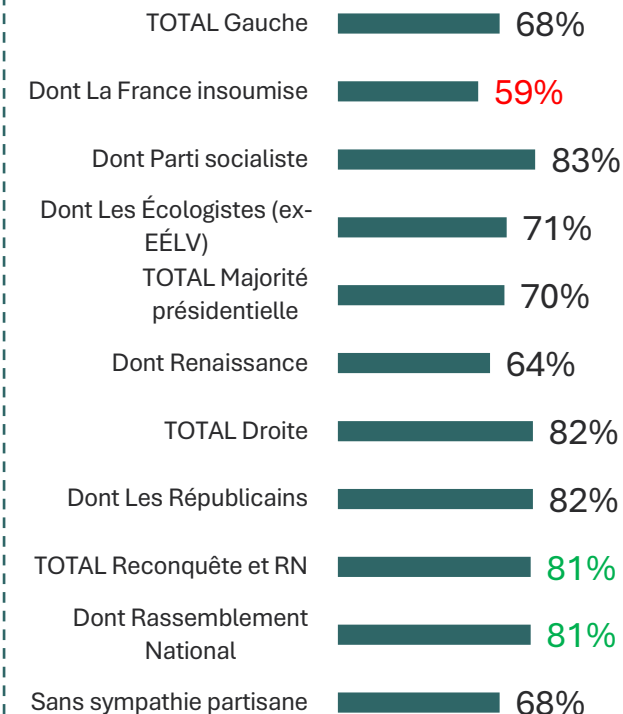
Par CSP



Par niveau de diplôme



Par proximité politique



Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. La France dans le monde

2. L'état des finances publiques

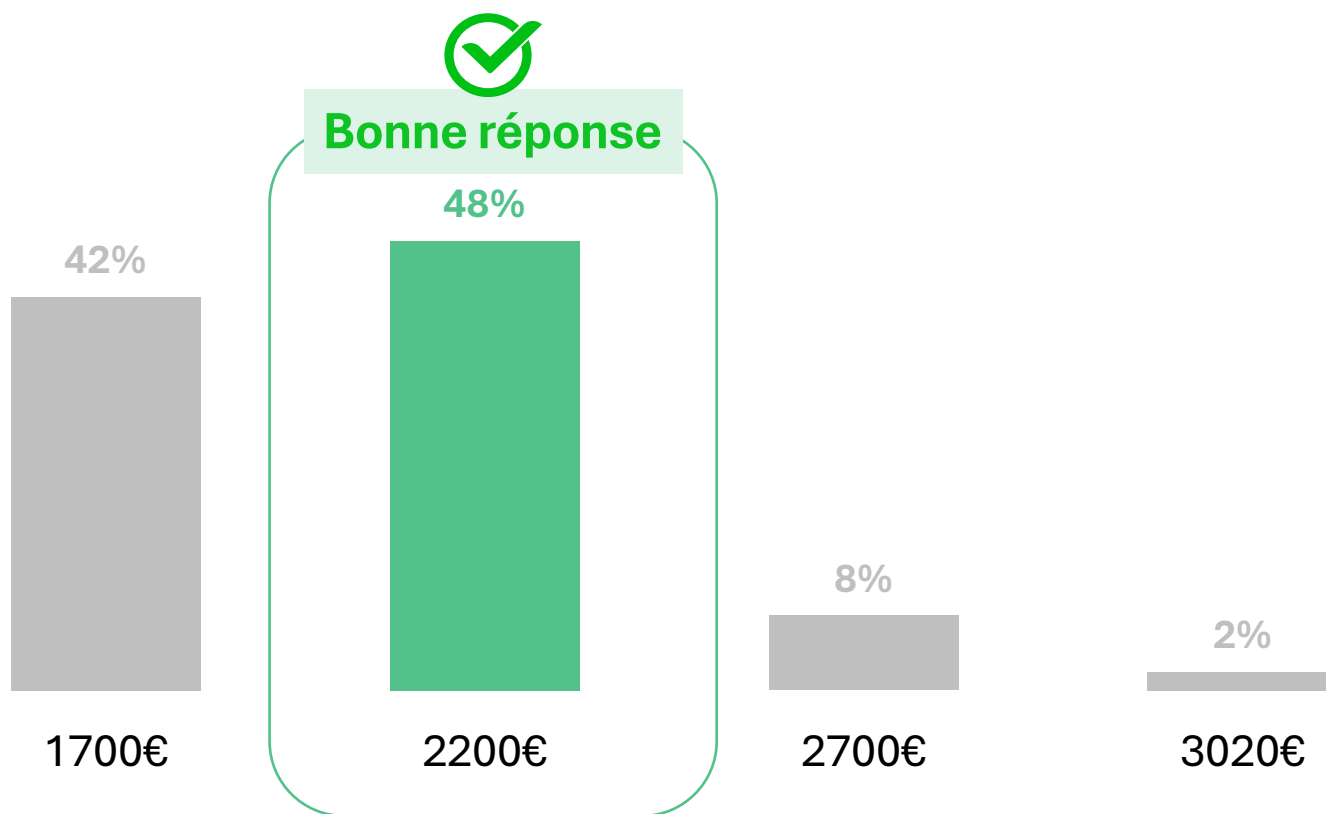
3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable

4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

La connaissance du montant du salaire net médian

Question : Le salaire net médian est le salaire qui partage l'ensemble des salariés en deux : la moitié gagne moins, l'autre moitié gagne plus.

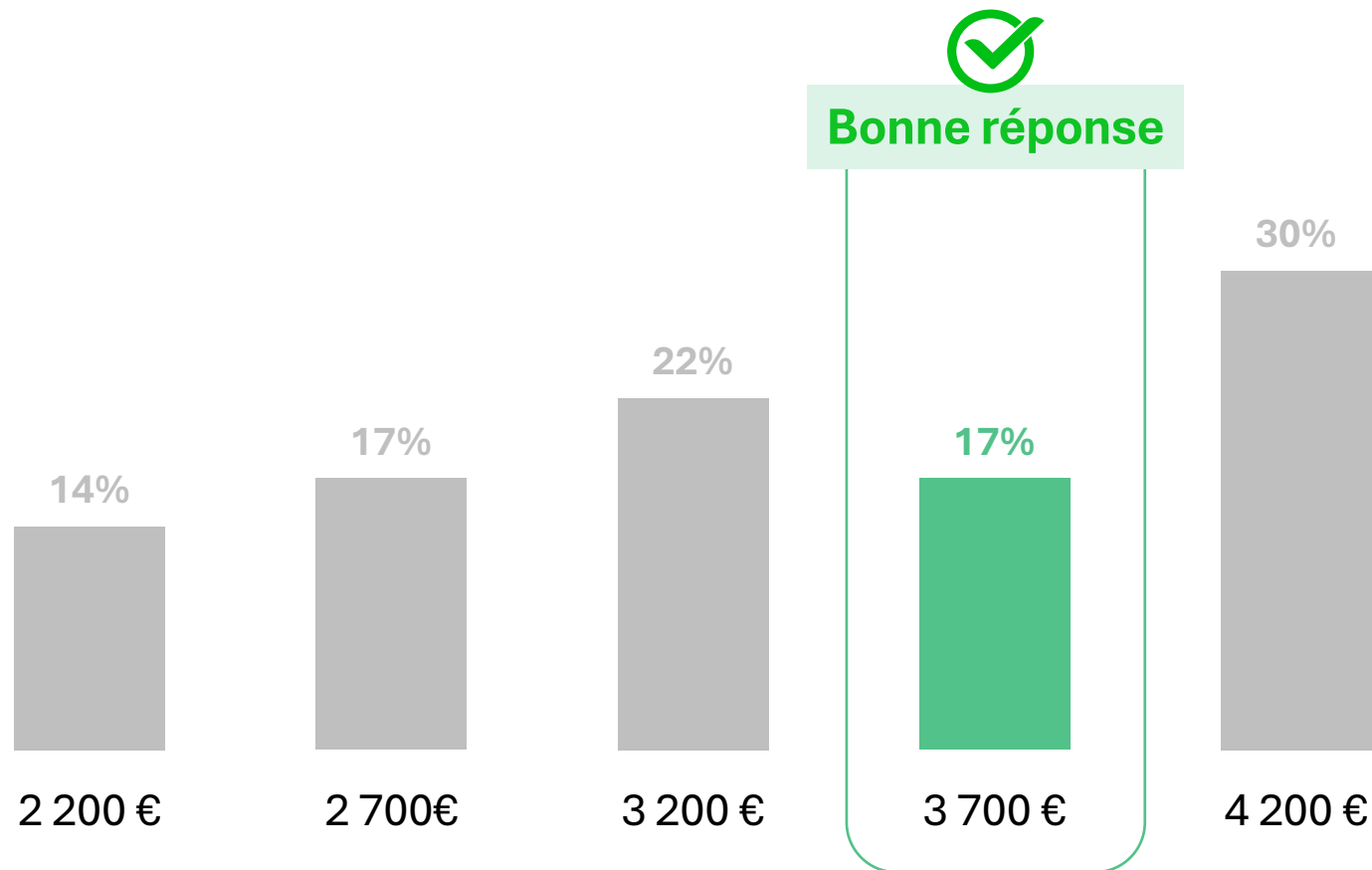
Selon vous, à combien s'élève environ le salaire net médian par mois en France ?



L'estimation du coût pour l'employeur de la rémunération d'un salarié

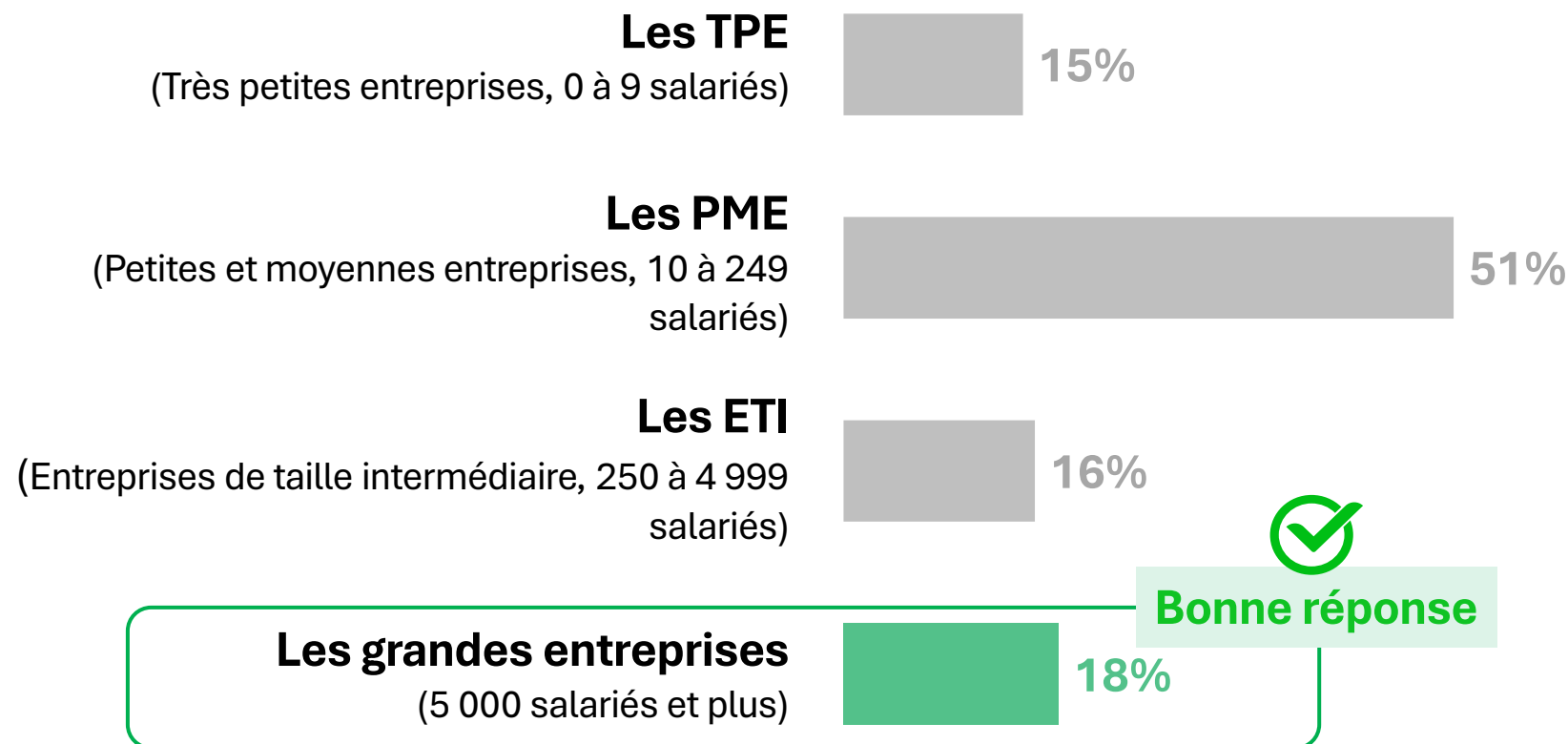
Question : Un salarié qui touche 2 200 € nets par mois reçoit cette somme sur son compte.

Selon vous, combien coûte à son employeur un salarié payé 2200€ net, tout compris (cotisations sociales, charges patronales incluses) ?



La connaissance du type d'entreprise embauchant le plus en France

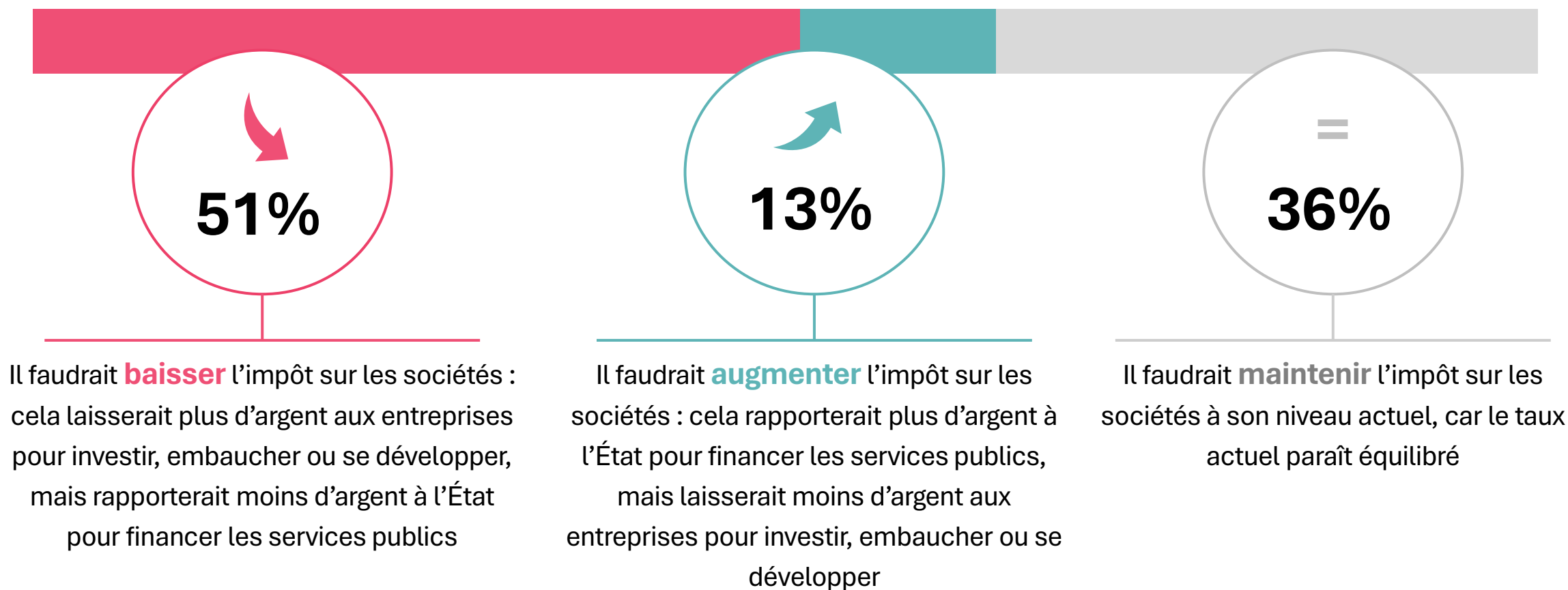
Question : Selon vous, quel type d'entreprise embauche le plus en France ?



Le positionnement à l'égard du taux d'impôt sur les sociétés

Question : Les bénéfices des entreprises réalisés en France sont aujourd'hui normalement taxés à 25% (c'est le taux d'IS : impôt sur les sociétés). Donc sur 100€ de résultat (bénéfice), l'Etat prélève 25€.

Concernant l'impôt sur les sociétés, vous personnellement, avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?



Les repères des Français sur la situation économique de la France

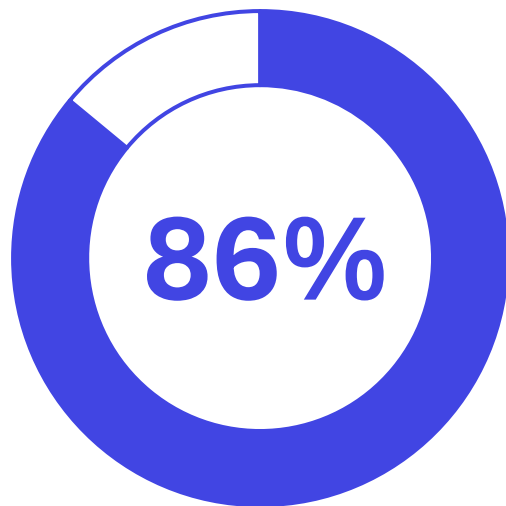
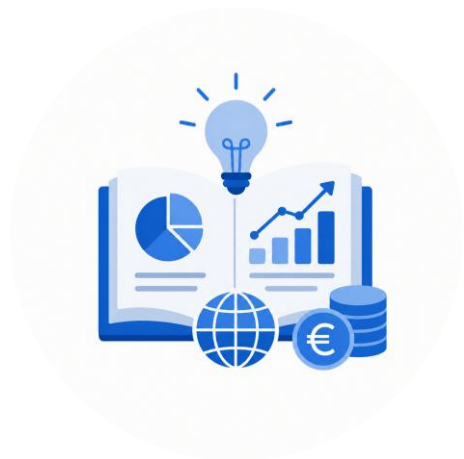
1. La France dans le monde

2. L'état des finances publiques

3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable

4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

Le niveau de connaissance globale en économie



**des Français ont donné
au moins 1 bonne réponse**

À l'une des **6 questions de connaissances posées** dans le cadre de cette enquête :

- Le rang supposé de la France en matière de PIB par habitant ;
 - La connaissance du montant du déficit de l'État en 2026 ;
- La connaissance des deux principaux postes de dépenses de l'État ;
 - La connaissance du montant du salaire net médian ;
- L'estimation du coût pour l'employeur de la rémunération d'un salarié ;
- La connaissance du type d'entreprise embauchant le plus en France.



2,2 bonnes réponses en moyenne



Question avec la plus importante part de bonnes réponses : **La connaissance du montant du salaire net médian** (48% de bonnes réponses)

Question avec la plus faible part de bonnes réponses : **L'estimation du coût pour l'employeur de la rémunération d'un salarié** (17% de bonnes réponses)

Zoom sur les répondants ...



Ayant donné **le plus de bonnes réponses** :

- + Cat. aisées (nombre moyen : 2,4/6)
- + Cat. moy. sup (nombre moyen : 2,4/6)



Ayant donné **le moins de bonnes réponses** :

- Moins de 35 ans (nombre moyen : 2,0/6)
- Cat. pauvres (nombre moyen : 1,9/6)

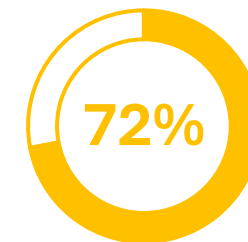
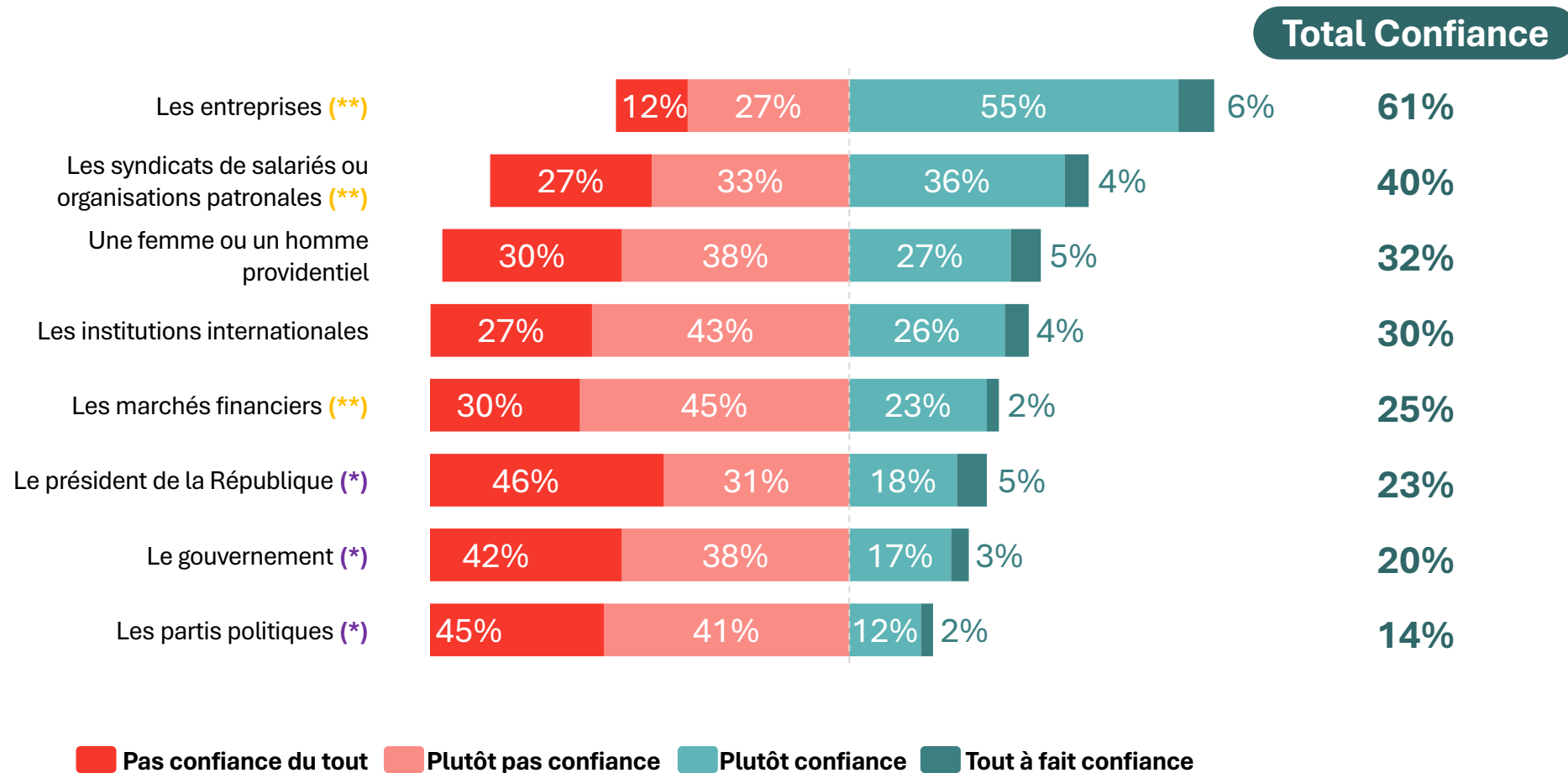


C

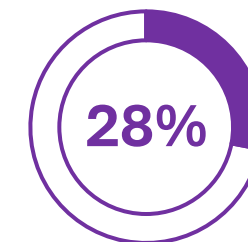
Acteurs et leviers pour
stimuler l'économie
française

La confiance accordée à divers acteurs pour assurer l'avenir économique de la France

Question : Pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous que vous lui faites tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout pour assurer l'avenir économique de la France ?



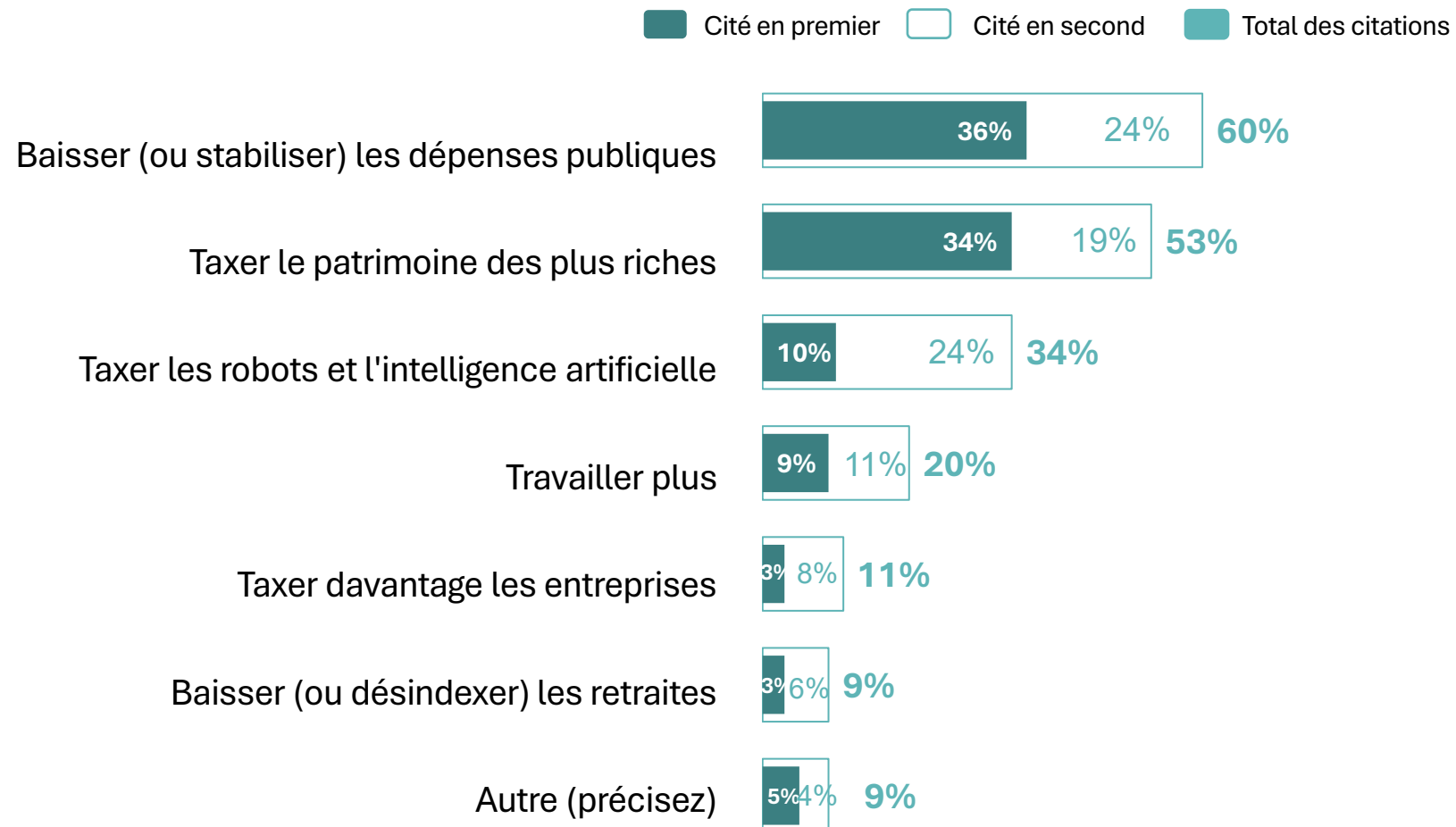
(**) Ont confiance dans au moins un acteur économique



(*) Ont confiance dans au moins un acteur politique national

La mesure jugée la plus efficace pour réduire la dette publique

Question : Pour réduire la dette publique, quelles seraient selon vous la mesure la plus efficace ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.



La mesure jugée la plus efficace pour réduire la dette publique

– Focus selon le profil sociodémographique



Question : Pour réduire la dette publique, quelles seraient selon vous la mesure la plus efficace ?

Qui sont les Français qui ont mentionné chacune de ces mesures (« Total des citations ») ?

Selon la proximité politique

	Ensemble des Français	La France insoumise	Parti socialiste	Les Écologistes (ex-EÉLV)*	TOTAL Majorité présidentielle	Les Républicains	Rassemblement National	Sans sympathie partisane
Baisser (ou stabiliser) les dépenses publiques	60%	31%	66%	50%	64%	89%	61%	64%
Taxer le patrimoine des plus riches	53%	73%	81%	87%	41%	17%	44%	54%
Taxer les robots et l'intelligence artificielle	34%	30%	31%	31%	36%	33%	37%	38%
Travailler plus	20%	9%	5%	9%	36%	50%	19%	21%
Taxer davantage les entreprises	11%	36%	12%	21%	11%	2%	6%	5%
Baisser (ou désindexer) les retraites	9%	14%	4%	1%	11%	1%	8%	8%
Autre	9%	5%	-	-	1%	8%	19%	7%

03

Les principaux
enseignements

1. En déclaratif : une familiarité générale de la population avec les questions économiques, mais une culture économique également traversée par de profondes disparités sociales et éducatives

- **Appréhendée au travers de deux indicateurs, l'intérêt porté aux questions économiques et l'auto-évaluation du niveau de connaissance de plusieurs notions, la culture économique déclarée des Français apparaît davantage fondée sur une familiarité générale que sur un intérêt soutenu ou une maîtrise approfondie.**
 - **Les questions économiques semblent motiver une majorité de Français : 62% déclarent aujourd'hui s'y intéresser**, soit un niveau proche (bien que légèrement en deçà), de celui observé en 2017. Cette majorité doit toutefois être nuancée au regard de l'intensité de cet intérêt. Seuls 17% des répondants se disent en effet « très intéressés ». À l'inverse, près de quatre Français sur dix restent à distance de ces sujets (38%), et parmi eux, 10% ne s'y intéressent même « pas du tout ».
 - Au regard de l'auto-évaluation de leur aisance à l'égard de diverses notions économiques :
 - **D'une part, les répondants semblent disposer de quelques repères sur les principales notions économiques** : pour chacune de celles testées, entre 76% et 84% des répondants déclarent en avoir au moins entendu parler (même s'ils en ont une connaissance imprécise et qu'ils « auraient du mal à les expliquer ») et deux tiers estiment même connaître « très bien » ou « plutôt bien » au moins l'une d'entre elles (67%).
 - **D'autre part, aucune des notions proposées n'est « maîtrisée » par une nette majorité d'entre eux**. Si les notions de « dette publique » et de « déficit public » sont celles avec lesquelles les Français semblent les plus à l'aise, respectivement 50% et 48% des répondants seulement déclarent en avoir une « très bonne » ou « assez bonne » connaissance. Par ailleurs, « le budget de l'État » n'est bien connu que par 44% des répondants, le « PIB » par 41% et le « fonctionnement du marché du travail » par 39%. « L'impôt sur les sociétés » constitue la notion la moins familière, avec seulement 32% de Français estimant bien la connaître. **Cette maîtrise apparaît d'autant plus limitée que la part de répondants affirmant pouvoir expliquer ces notions « clairement et en détail » demeure systématiquement inférieure à 10%.**
- **Ces résultats masquent toutefois de fortes disparités selon les profils socio-économiques.**
 - **Les publics les mieux dotés en ressources scolaires et/ou économiques se distinguent à la fois par un intérêt plus marqué pour les questions économiques et par une plus grande aisance déclarée à l'égard de l'ensemble des notions testées**. Ainsi, les profils qui se distinguent systématiquement sur ces deux aspects sont les hommes, les dirigeants d'entreprise, les, les diplômés du supérieur (2^e ou 3^e cycle) ainsi que les Français les plus aisés financièrement. Ce lien entre intérêt et sentiment de connaissance se vérifie directement : selon les notions, les répondants qui se disent « très intéressés » par l'économie enregistrent des scores de connaissance supérieurs de 43 à 61 points à ceux observés parmi les répondants qui ne s'y intéressent « pas du tout ».
 - L'âge constitue toutefois une exception à cette logique. Si l'intérêt pour l'économie augmente nettement au fil des générations, les plus âgés ne se distinguent pas systématiquement par un sentiment de meilleure maîtrise des notions économiques testées.



2. Dans la pratique : une maîtrise partielle des ordres de grandeur économiques testés

- Après avoir invité les répondants à évaluer eux-mêmes leur niveau de connaissance, l'enquête a cherché à mesurer plus concrètement leurs repères économiques réels au travers de six questions de connaissance.
- Dans l'ensemble, **les Français ne sont pas totalement dépourvus de repères** : 86% apportent au moins une bonne réponse à l'une de ces six questions.
- **Ce résultat doit toutefois être relativisé**, puisque les répondants obtiennent en moyenne 2,2 bonnes réponses sur 6. Dans le détail, pour aucune des questions posées, une majorité de répondants a été en capacité de donner la bonne réponse.
 - **Le montant du salaire net médian constitue le repère le mieux connu** : 48% l'évaluent correctement à 2 200 euros par mois. Une proportion presque équivalente le sous-estime néanmoins, 42% le situant à 1 700 euros.
 - **Les connaissances relatives à la place de la France dans l'économie mondiale apparaissent plus incertaines**. Seuls 31% des répondants situent correctement la France à la 25^e place mondiale en matière de PIB par habitant. Les autres se répartissent de manière presque égale entre ceux qui surestiment son rang (33%) et ceux qui le sous-estiment (36%), signe qu'aucune représentation dominante de la position économique du pays ne se dégage véritablement.
 - **Les finances publiques s'avèrent encore moins bien maîtrisées**. Seuls 26% des Français savent que le déficit de l'État représente environ 40% par rapport à ses recettes, tandis que 22% identifient correctement la santé et les retraites comme ses deux principaux postes de dépenses. Très présentes dans le débat politique et médiatique, notamment sur fond de tensions internationales et de crainte de la guerre, la défense est, à tort, particulièrement surestimée : elle est le poste le plus fréquemment cité en premier (35%) et recueille 54% de citations au total (contre 58% pour la santé et 42% pour les retraites).
 - **Enfin, les repères relatifs au fonctionnement des entreprises figurent parmi les plus fragiles**. Seuls 17% évaluent correctement à 3 700 euros le coût total pour l'employeur d'un salarié rémunéré 2 200 euros nets. De même, 18% seulement savent que les grandes entreprises sont celles qui embauchent le plus en France, quand une majorité relative désigne les PME (51%).
- **Les profils obtenant les meilleurs résultats ne recoupent toutefois que partiellement ceux qui déclaraient, dans la première partie, être les plus à l'aise avec les questions économiques**. Alors que la connaissance perçue variait très nettement selon le sexe, la catégorie socioprofessionnelle ou encore le niveau de diplôme, le score global de bonnes réponses **fait surtout apparaître des écarts selon le niveau de vie** : les catégories aisées et les classes moyennes supérieures obtiennent en moyenne 2,4 bonnes réponses sur 6, contre 1,9 parmi les catégories les plus pauvres. Les moins de 35 ans se situent également légèrement en retrait, avec une moyenne de 2 bonnes réponses.



3. Préparer l'avenir économique de la France : une confiance davantage tournée vers les entreprises, sur fond de défiance à l'égard de l'État

- **Face à la défiance politique, les entreprises apparaissent comme les acteurs les plus crédibles pour préparer l'avenir économique de la France**
- Dans un contexte de forte défiance institutionnelle, **les entreprises se distinguent nettement comme l'acteur auquel les Français font le plus confiance pour assurer l'avenir économique du pays (61%)**. Ce constat corrobore les enseignements d'autres enquêtes menées par l'Ifop, soit une métamorphose de leur image : elles apparaissent désormais comme des acteurs de confiance, auxquels les Français reconnaissent une capacité concrète à agir sur l'avenir économique du pays. Les autres acteurs économiques sont ensuite cités, mais à des niveaux moins élevés : 40% pour les syndicats de salariés ou organisations patronales et 25% pour les marchés financiers.
- **Au total, 72% des répondants accordent leur confiance à au moins un acteur économique, contre seulement 28% à au moins un acteur politique national** : le président de la République (23%), le gouvernement (20%) et, plus encore, les partis politiques (14%) se situent très loin derrière.
- **Cette confiance dans les entreprises s'accompagne d'une position plutôt favorable à leur compétitivité**. Une majorité de Français se prononce en faveur d'une baisse de l'impôt sur les sociétés, afin de laisser davantage de moyens aux entreprises pour investir, embaucher ou se développer (51%). Un peu plus d'un tiers souhaite maintenir son niveau actuel (36%), tandis que seuls 13% privilégient son augmentation pour accroître les recettes de l'État.
- **Les Français portent par ailleurs un diagnostic consensuel et sévère sur la gestion des finances publiques par l'État**
- **Le crédit accordé aux entreprises contraste avec le jugement porté sur la gestion économique de l'État**. Malgré leur connaissance imprécise des finances publiques, les Français expriment un diagnostic particulièrement tranché sur les causes du déficit : près des trois quarts l'attribuent à une mauvaise gestion des dépenses publiques par l'État (73%). Les autres explications apparaissent très minoritaires : 11% évoquent un trop grand nombre d'investissements, 10% des recettes fiscales insuffisantes et 6% une situation naturelle. Ce diagnostic apparaît légèrement moins répandu qu'en 2017, lorsqu'il était partagé par 80% des répondants, mais demeure cette année encore très largement dominant.
- **Des contrastes d'intensité se dessinent cependant selon la proximité partisane** : « Ce constat est particulièrement répandu parmi les sympathisants du Parti socialiste (83%), des Républicains (82%) et du Rassemblement national (81%). S'il est moins fréquent parmi les sympathisants de La France insoumise (59%) et de Renaissance (64%), il demeure majoritaire quelle que soit la sympathie partisane.



- **Les moyens de réduire la dette cristallisent en revanche de forts clivages politiques**
- **Derrière un diagnostic largement partagé sur la mauvaise gestion de l'État, deux approches pour redresser les finances publiques dominant à des niveaux proches** : la diminution (ou stabilisation) des dépenses publiques (60% de citations) ainsi que la taxation du patrimoine des plus riches (53%). Ces deux mesures arrivent également presque à égalité lorsqu'une seule réponse prioritaire est considérée (respectivement 36% et 34%).
- Les autres mesures sont nettement moins citées : 34% des répondants mentionnent la taxation des robots et de l'intelligence artificielle, 20% le fait de travailler davantage, 11% une hausse de la fiscalité des entreprises et 9% la baisse ou la désindexation des retraites.
- **Cette hiérarchie révèle toutefois des lignes de fracture politiques particulièrement fortes.** La baisse des dépenses est plébiscitée par les sympathisants des Républicains (89%), qui se montrent également très favorables au fait de travailler davantage (50%). À gauche, la taxation du patrimoine des plus riches est privilégiée par les sympathisants de La France Insoumise (73%), socialistes (81%) et écologistes (87%), tandis que ceux de La France insoumise se distinguent également par leur soutien à une hausse de la fiscalité des entreprises (36%). **Ainsi, si le constat d'une mauvaise gestion des finances publiques dépasse largement les clivages partisans, les solutions à mettre en œuvre pour y remédier restent profondément idéologiques.**

Conclusion :

Cette étude met en évidence une certaine familiarité des Français avec les questions économiques lorsqu'ils sont invités à évaluer eux-mêmes leur niveau d'intérêt et d'aisance. Cette familiarité d'ensemble ne doit toutefois pas masquer les profondes disparités scolaires et sociales qui traversent la culture économique déclarée : l'intérêt pour ces sujets, comme le sentiment de les maîtriser, apparaît nettement plus élevé parmi les répondants les mieux dotés en capital économique et scolaire.

Dans la pratique, lorsque des questions de connaissance leur sont posées, les Français semblent disposer de repères généraux sur l'économie, sans toujours maîtriser précisément les ordres de grandeur, en particulier à l'égard des finances publiques et des questions relatives aux entreprises. Leurs représentations apparaissent également sensibles à la place accordée à certains sujets dans le débat public, comme l'illustre la surestimation des dépenses de défense.

Au-delà de ces constats, les entreprises bénéficient d'un crédit nettement supérieur à celui accordé aux acteurs politiques pour préparer l'avenir économique du pays. Cette hiérarchie s'inscrit dans un contexte de forte défiance à l'égard de l'État et des acteurs politiques.

Enfin, si le diagnostic porté sur la gestion des finances publiques est largement partagé, les solutions envisagées pour réduire la dette restent profondément déterminées par les préférences politiques.





Everything starts with people